

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	Pays à demi-tarif : 50 fr.	30 fr.
	Pays à plein-tarif : 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 21-décembre 1932**, rendant applicable aux entreprises intéressant le territoire : 1^o — les clauses et conditions générales de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1899 imposées aux entrepreneurs des travaux publics des colonies ; — 2^o les conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu de marchés passés en France, approuvées par le ministre des colonies le 7 juillet 1899. 34
- Arrêté du 21 décembre 1932**, étendant au service des travaux publics du Territoire les « devis et cahiers des charges » généraux applicables, sauf stipulations contraires aux entreprises d'infrastructure et de bâtiments pour la construction des voies ferrées au Togo. 34
- Arrêté du 24 décembre 1932**, modifiant la composition de la commission de classement du personnel des cadres locaux indigènes. 35
- Arrêté du 24 décembre 1932**, modifiant la composition de la commission de classement du personnel des cadres locaux indigènes des travaux publics, du chemin de fer et du wharf. 35
- Arrêté du 26 décembre 1932**, portant nomination d'un receveur municipal de la commune mixte de Lomé. 35
- Arrêté du 26 décembre 1932**, fixant le montant de l'indemnité allouée au receveur municipal de la commune mixte de Lomé. 36

- Arrêté du 27 décembre 1932**, modifiant la composition de la commission de classement du personnel de l'enseignement privé. 36
- Arrêté du 27 décembre 1932**, approuvant et rendant exécutoire un rôle supplémentaire afférent à l'exercice 1932. 36
- Arrêté du 28 décembre 1932**, complétant le tableau des franchises postales et télégraphiques. 37
- Arrêté du 29 décembre 1932**, nommant l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé. 37
- Arrêté du 29 décembre 1932**, approuvant et rendant exécutoire un rôle supplémentaire afférent à l'exercice 1932. 37
- Arrêté du 30 décembre 1932**, rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1933. 37
- Arrêté du 31 décembre 1932**, rapportant l'arrêté N° 29 fixant entre les divers budgets du Territoire la répartition de la provision à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole. 37
- Arrêté du 31 décembre 1932**, rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local du Togo pour l'exercice 1933. 38
- Arrêté du 31 décembre 1932**, autorisant l'intervention des sages-femmes à domicile. 38
- Arrêté du 31 décembre 1932**, fixant les taux de rachat de prestations. 39
- Arrêté du 31 décembre 1932**, nommant les membres de la commission municipale de la commune mixte de Lomé. 39
- Arrêté du 31 décembre 1932**, établissant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie. 40

Arrêté du 5 janvier 1933, modifiant l'arrêté du 10 décembre 1930 instituant une <i>prime de rendement pour le personnel des P.T.T.</i>	40
Arrêté du 6 janvier 1933, portant modification aux <i>taxes postales du régime international.</i>	40
Arrêté du 6 janvier 1933, mettant une <i>avance</i> à la disposition de M. DAGRON.	43
Arrêté du 6 janvier 1933, approuvant et rendant exécutoire un <i>rôle supplémentaire</i> afférent à l'exercice 1932.	44
Arrêté du 10 janvier 1933, fixant pour l'année 1933 les <i>effectifs et la répartition des forces de police.</i>	44
Arrêté du 10 janvier 1933, nommant l' <i>administrateur maire</i> de la commune mixte de Lomé.	45
Erratum à l'arrêté du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des <i>communes mixtes</i> du Togo.	45
Modificatifs à la <i>classification des bâtiments administratifs</i> (Annexe à l'arrêté N° 364 du 8 juillet 1932).	45
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel	45
Alcools	52
Chef du secrétariat général	52
Censeur administratif à la vérification de la B. A. O.	52
Commissions	52
Commission d'enquête	54
Conseil supérieur d'hygiène	54
Produits pharmaceutiques	54
Remboursement de pénalités	55
Domaines	55
Additif à la décision du 17 décembre 1932 portant ouverture de stage d'éducation physique.	56
Liste des candidats reçus à l'examen du certificat d'études primaires (Session de 1932).	56
Etat des mouvements de la navigation du port de Lomé pendant le mois de décembre 1932.	57

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de la Société Agricole d'Anécho	58
Annonces — (Voir supplément)	

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Entrepreneurs des travaux publics Fournitures à exécuter en vertu de marchés passés en France

ARRETE N° 629 rendant applicable aux entreprises intéressant le Territoire : 1° — les clauses et conditions générales de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1899 imposées aux entrepreneurs des travaux publics des colonies : 2° — les conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu de marchés passés en France, approuvées par le ministre des colonies le 7 juillet 1899.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté ministériel (colonies) en date du 20 janvier 1899 portant fixation des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics;

Vu les conditions générales pour les fournitures de toute espèce à exécuter en vertu des marchés en France, approuvées par le ministre des colonies le 7 juillet 1899;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont rendus applicables aux entreprises intéressant les divers services locaux du territoire du Togo, placé sous le mandat de la France :

1° — L'arrêté ministériel du 20 janvier 1899 portant fixation des clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs des travaux publics des colonies;

2° — Les conditions générales pour les fournitures de toute espèce, à exécuter en vertu de marchés passés en France, approuvées par le ministre des colonies le 7 juillet 1899.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE

Voir B. O. C. 1899 pages 107 et 1.113

Travaux publics

ARRETE N° 630 étendant au service des travaux publics du Territoire, les « devis et cahiers des charges généraux applicables, sauf stipulations contraires aux entreprises d'infrastructure et de bâtiments pour la construction des voies ferrées au Togo ».

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 212 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les conditions générales pour les fournitures de toute espèce et pour toutes les entreprises à exécuter en vertu des marchés passés par l'administration dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, en date du 10 décembre 1927;

Vu l'arrêté du 9 mai 1930 approuvant les devis et cahiers des charges généraux applicables, sauf stipulations contraires aux entreprises d'infrastructure et de bâtiments pour la construction des voies ferrées au Togo;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendus aux services des travaux publics du Territoire à l'exception du troisième alinéa de l'article 2 les « devis et cahiers des charges généraux applicables, sauf stipulations contraires aux entreprises d'infrastructure et de bâtiments pour la construction des voies ferrées au Togo », approuvé par arrêté n° 261 du 9 mai 1930.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Commission de classement du personnel des cadres locaux indigènes

ARRETE N° 631.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission de classement prévue à l'article 10 de l'arrêté susvisé du 23 juin 1928, est modifiée de la façon suivante :

Président { L'inspecteur des affaires administratives, ou à défaut, un administrateur en chef des colonies.

Le chef du service dont relèvent les agents du cadre examiné;

Membres { Le chef du cabinet du Commissaire de la République;

Deux agents du cadre examiné les plus élevés en grade en service au chef-lieu.

Secrétaire : Le chef du bureau du personnel.

Pour l'établissement du tableau d'avancement du cadre des commis-expéditionnaires et de celui des

interprètes le commandant du cercle de Lomé tiendra lieu de « chef du service ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Commission de classement du personnel des cadres locaux indigènes des travaux publics du chemin de fer et du wharf

ARRETE N° 632.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel civil des cadres locaux indigènes des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission de classement prévue à l'article 8 de l'arrêté susvisé du 12 septembre 1928, est modifiée de la façon suivante :

Président { l'Inspecteur des affaires administratives, ou à défaut, un administrateur en chef des colonies.

Le chef du service dont relèvent les agent du cadre examiné;

Membres { Le chef du cabinet du Commissaire de la République;

Deux agents du cadre examiné les plus élevés en grade en service au chef-lieu.

Secrétaire : Le chef du bureau du personnel.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Nomination d'un receveur municipal de la commune mixte de Lomé

ARRETE N° 637.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929, autorisant la création de communes-mixtes au Togo, promulgué par arrêté n° 695 du 9 décembre 1929;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 qui organise les communes-mixtes dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 qui crée la commune-mixte de Lomé;

Vu les décrets des 13 septembre 1923 promulgués au Togo par arrêté n° 220 du 31 octobre 1923, 1^o — organisant les services de la trésorerie du Togo; 2^o — fixant la solde et les accessoires de solde du trésorier-payeur du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. JAFFEUX, trésorier-payeur du Togo est nommé receveur municipal de la commune-mixte de Lomé.

ART. 2. — Le cautionnement déjà constitué par ce comptable supérieur garantira également sa gestion municipale dans les conditions fixées par l'article 124 du décret du 30 décembre 1912 modifié par décrets des 19 septembre 1920, 3 août 1924 et 22 octobre 1929.

ART. 3. — Le receveur municipal de la commune-mixte de Lomé reçoit, à titre de rémunération, sur les opérations qu'il effectue directement ou par des agents intermédiaires, des remises dont la quotité est fixée par arrêté du Commissaire de la République en conseil.

ART. 4. — L'administrateur-maire et le receveur municipal de la commune-mixte de Lomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera soumis à l'approbation du ministre des colonies, enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Indemnité allouée au receveur municipal de la commune mixte de Lomé

ARRETE N° 638.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 organisant les communes-mixtes dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 578 du 20 novembre 1932 créant la commune-mixte de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'indemnité annuelle pour frais de bureau allouée au receveur municipal de la commune-mixte de Lomé est fixée à 1.500 francs.

ART. 2. — Cette indemnité est payable par douzième et par mois.

ART. 3. — L'administrateur-maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Commission de classement du personnel de l'enseignement privé

ARRETE N° 640.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 31 mars 1931 modifiant les arrêtés des 18 mai, 7 juin 1929 et 14 février 1930 organisant l'enseignement privé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission de classement prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 31 mars 1931 est modifiée de la façon suivante :

Président : { L'inspecteur des affaires administratives, ou à défaut, un administrateur en chef des colonies.
Le chef du service de l'enseignement;
Le chef du cabinet du Commissaire de la République;
Le directeur des écoles de la mission intéressée;

Membres : { Un père et un pasteur, ou leurs représentants;
Un moniteur de la mission catholique;
Un moniteur de la mission évangélique.

Secrétaire : Le chef du bureau du personnel.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Rôle supplémentaire

PAR ARRÊTÉ DU 27 DÉCEMBRE 1932 :

Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire afférent à l'exercice 1932, détaillé ci-après :

N°	CERCLE	NATURE DE L'IMPOT	MONTANT
283	Lomé.	Taxe sur les armes perfectionnées	80 frs.

La date de mise en recouvrement est fixée au 27 décembre 1932.

Franchise postale

ARRETE N° 643 complétant le tableau des franchises postales et télégraphiques.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1929 fixant les franchises postales et télégraphiques;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1932 autorisant la constitution au Togo d'un comité de l'association dite « Union des Femmes de France »;

Après avis du chef du service des P. T. T.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La franchise postale est accordée pour la correspondance échangée entre la présidente du comité de Lomé de l'Union des femmes de France et les filiales de l'œuvre dans le territoire du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Nomination d'un administrateur-maire

ARRETE N° 644 nommant l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 portant création de la commune-mixte de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. BOUQUET, administrateur de 1^{re} classe des colonies, commandant du cercle de Lomé, est nommé administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Rôle supplémentaire

PAR ARRÊTÉ DU 29 DÉCEMBRE 1932 :

Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire afférent à l'exercice 1932 détaillé ci-après :

N°	CERCLE	NATURE		MONTANT
				TOTAL
284	Lomé	Taxe sur véhicules		
		Principal	Centime Additionnel	
		1.500	450	1.950

La date de mise en recouvrement est fixée au 29 décembre 1932.

Budgets du Togo pour l'exercice 1933

ARRETE N° 660 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus provisoirement exécutoires les budgets ci-après du Togo pour l'année 1933, savoir :

Budget local arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 34.127.500 francs.

Budget annexe de la santé publique et de l'assistance médicale indigène arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 4.160.000 francs.

Budget de l'emprunt arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 18.233.000 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Dépenses à effectuer dans la Métropole

ARRETE N° 664 rapportant l'arrêté N° 29 fixant entre les divers budgets du Territoire la répartition de la provision à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 29 du 20 janvier 1929 fixant entre les divers budgets du Territoire la répartition de la provision à constituer pour les dépenses à effectuer dans la Métropole;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure rapporté l'arrêté N° 29 du 20 janvier 1932 susvisé.

ART. 2. — La provision mensuelle pour les dépenses à effectuer hors du Territoire, fixée à 800.000 francs devra être constituée au plus tard le 25 de chaque mois pour le mois suivant au moyen de deux mandats aux chapitres d'ordres du budget local et du budget sur fonds d'emprunt dans les proportions suivantes :

Budget local	550.000 francs
Budget de l'emprunt	250.000 francs

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Budget du chemin de fer et du wharf pour l'exercice 1933

ARRETE N° 668 rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local du Togo pour l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, annexe du budget local du Togo pour l'exercice 1933 et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 11.419.500 francs (onze millions quatre cent dix-neuf mille cinq cents francs) en conseil d'administration dans sa séance du 20 novembre 1932.

ART. 2. — Le chef des services du chemin de fer et du wharf et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 31 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Intervention des sages-femmes à domicile

ARRETE N° 669 autorisant l'intervention des sages-femmes à domicile.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 août 1921, portant réglementation du fonctionnement des différents services médicaux du Territoire; ensemble l'arrêté du 19 janvier 1923 le modifiant;

Vu l'arrêté du 29 juin 1926 fixant le prix de remboursement des frais de traitement à l'hôpital de Lomé, pour les européens et les indigènes, ainsi que dans les hôpitaux indigènes du Territoire;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1926 portant institution d'une taxe d'assistance médicale indigène;

Vu l'arrêté du 11 février 1927 portant suppression des redevances réclamées aux malades soignés au titre de l'assistance médicale indigène; ensemble l'arrêté du 23 juin 1928 le modifiant;

Vu l'arrêté du 12 avril 1927 fixant le prix de remboursement des frais de traitement dans les formations sanitaires du Togo; ensemble l'arrêté du 15 novembre 1930 qui l'a modifié;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1930 déterminant les conditions d'hospitalisation des indigènes dans les formations sanitaires du Territoire et ordonnant la gratuité des soins pour les indigènes du Territoire soumis à la taxe d'assistance;

Après avis du conseil supérieur d'hygiène et de salubrité publique;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les sages-femmes, attachées aux formations sanitaires du Territoire, peuvent, sur demande des parturientes, procéder à titre onéreux à des accouchements à domicile.

ART. 2. — Cette demande doit être, au plus tard un mois avant la date présumée de l'accouchement, adressée au médecin chef de la circonscription sanitaire qui délivre une autorisation écrite si les nécessités du service hospitalier le permettent.

Pour ces interventions, les sages-femmes disposent de la trousse d'urgence qui leur a été remise à leur sortie de l'école de médecine de Dakar. Cette trousse peut être complétée si le médecin le juge nécessaire.

Les médicaments et objets de pansement sont à la charge des clients: ils sont délivrés sur ordonnance des sages-femmes visée par le médecin chef de la circonscription sanitaire.

ART. 3. — Le montant des honoraires dûs pour l'accouchement et les soins subséquents, est fixé à cent francs.

ART. 4. — Les intéressées doivent en verser le montant dans les huit jours qui suivent la délivrance de l'autorisation :

- a) à Lomé, à l'officier gestionnaire de l'hôpital,
- b) dans les cercles, à l'agent spécial, qui doivent se faire représenter l'autorisation.

Les sages-femmes ne peuvent pratiquer les accouchements si les honoraires n'ont pas été payés.

ART. 5. — Ces sommes sont versées au compte « Recettes à répartir du budget local ».

Elles font chaque mois l'objet d'une répartition entre le budget de l'assistance médicale indigène et les sages-femmes à raison de 50% pour le budget et de 50% aux sages-femmes.

La part revenant au budget de la santé publique est constatée au titre « Recettes diverses et imprévues, chapitre unique, article 5, paragraphe 1 ».

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Prestations

ARRETE N° 670 fixant les taux de rachat de prestations.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 instituant l'impôt de prestations dans le territoire du Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de rachat de la journée de prestations;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant à nouveau l'impôt personnel;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre de journées de travail dû par tous les individus assujettis à l'impôt personnel est fixé à 6.

ART. 2. — Le taux de rachat de chaque journée de travail est fixé ainsi qu'il suit :

Européens et personnes ayant le statut de nationaux européens 10 frs.

Indigènes :

Cercle de Lomé	} 3 frs.
Cercle d'Anécho	
Cercle d'Atakpamé	
Cercle de Klouto	} 2 frs.
Cercle de Sansanié-Mango	
Cercle de Sokodé	} 1 fr.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Commission municipale de la commune mixte de Lomé

ARRETE N° 671 nommant les membres de la commission municipale de la commune mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 portant création de la commune-mixte de Lomé;

Vu la liste de notables établie par l'administrateur commandant le cercle de Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la Commission municipale de la commune-mixte de Lomé :

Membres titulaires citoyens français :

M.M. VITTINI
BARETTE
MELFORT
CURTAT.

Membres titulaires originaires du Territoire :

M.M. Docteur OLYMPIO
Félicio DE SOUZA
Emmanuel AJAVON
Edmond CREPPY.

Membres suppléants citoyens français :

M.M. TROSSELLI
MANDON.

Membres suppléants originaires du Territoire :

M.M. FREITAS
SAVI DE TOVE.

ARTICLE 2. — M. VITTINI, membre titulaire de la commission municipale, est nommé adjoint à l'administrateur-maire.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté susvisé du 20 novembre 1932, la commission municipale désignée par le présent arrêté restera en fonctions jusqu'au renouvellement du mois de mai 1937.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1932.

R. DE GUISE.

Droit de statistique

ARRETE N° 675 établissant dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France un droit de statistique sur les marchandises et animaux vivants à l'entrée et à la sortie.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 74 du décret du 30 décembre 1912, relatif au régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 352 du 19 juin 1931 modifié par l'arrêté n° 376 du 8 juillet 1932 créant un droit de statistique sur les marchandises et animaux à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est établi au profit du budget local du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, tant à l'entrée qu'à la sortie, sur les marchandises ou animaux en provenance ou à destination du Territoire, un droit de statistique dont le taux est fixé à 1 franc par unité et qui sera perçu sur les bases indiquées ci-après :

a) 1 franc par colis pour les marchandises emballées, c'est-à-dire pourvues d'une enveloppe ou d'un emballage de manière à constituer un colis;

b) 1 franc par tonne métrique pour les marchandises en vrac;

c) 1 franc par tête pour les animaux vivants présentés isolément;

d) 1 franc par tonne métrique, quel que soit le mode d'emballage pour les graines oléagineuses, les sels, les sables, les pierres, terres et minéraux bruts, et les tourteaux;

e) 1 franc par groupe de 3 colis pesant brut chacun cinquante kilogrammes au maximum pour le ciment, la chaux et le plâtre importé en sacs;

f) 1 franc par groupe de 3 colis pesant chacun brut vingt-cinq kilogrammes au plus pour les bananes exportées sous une enveloppe de papier ou de pailcons.

ART. 2. — Sont exempts du droit de statistique :

a) Les colis et bagages accompagnant les voyageurs;

b) Les renvois postaux (à l'exception des colis postaux);

c) Les envois des fonds du trésor;

d) Les vivres et articles d'avitaillement exclusivement pris à la consommation.

La taxe n'est due qu'une seule fois pour les marchandises transbordées ou réexportées (sans passage par l'entrepôt) par le bureau ou dans le port où elles ont été importées.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 352 du 19 juin 1931 modifié par l'arrêté n° 376 du 8 juillet 1932.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1932

R. DE GUISE.

Prime de rendement pour le personnel des P. T. T.

ARRETE N° 10 modifiant l'arrêté du 10 décembre 1930 instituant une prime de rendement pour le personnel des P. T. T.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1930, instituant une prime de rendement et une indemnité de gérance et de responsabilité pour le personnel des P. T. T.;

Vu l'arrêté du 21 novembre 1932, supprimant l'emploi du chef du secrétariat général;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La composition de la commission prévue à l'article 3 de l'arrêté susvisé du 10 décembre 1930, est modifiée de la façon suivante :

Président	{	L'inspecteur des affaires administratives ou un administrateur en chef des colonies;
		Le chef du bureau des services financiers;
Membres	{	Le chef du service des P. T. T.;
		Un représentant du personnel des P. T. T.;

Le chef du bureau du personnel . . . Secrétaire.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Taxes postales du régime international

ARRETE N° 12 portant modification aux taxes postales du régime international.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 3 mai 1932 portant ratification des conventions et arrangements de l'union postale universelle signés à Londres le 28 juin 1929;

Vu les décrets du 20 juillet 1932 relatifs à l'exécution :
1° — de la convention postale universelle du 28 juin 1929 et du règlement y annexé;

20 — de l'arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeurs déclarées et du règlement y annexé;

30 — les mandats-poste;

40 — les recouvrements;

50 — les colis postaux;

Vu le décret du 25 novembre 1932 rendant applicable aux colonies les conventions et arrangements postaux de Londres;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes postales à percevoir sur les correspondances à destination des pays étrangers sont perçues conformément aux tarifs fixés par les tableaux suivants :

1^o — CONVENTION PRINCIPALE

NATURE DES CORRESPONDANCES	TAXES	POIDS MAXIMUM	DIMENSIONS MAXIMA
<i>Lettres.</i>	fr.		
De 0 à 20 grammes	1.50	2 K ^{os}	0m, 45 × 0m, 45 × 0m, 45 ou sous forme de rouleau : 0m, 75 de longueur sur 0m, 10 de diamètre.
Au-dessus de 20 grammes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes	0.90		
<i>Cartes postales.</i>			
Pour la carte simple et pour chaque partie de la carte avec réponse payée	0.90		0m, 10 à 0m, 15 de longueur. 0m, 07 à 0m, 105 de largeur.
<i>Papiers d'affaires.</i>			
Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	0.30	2 K ^{os}	Comme pour les lettres.
Avec minimum de perception de	1.50		
<i>Imprimés.</i>			
Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	0.30	2 K ^{os} pour les volumes indivisibles	idem.
<i>Impressions en relief à l'usage des aveugles.</i>			
Par 1.000 grammes ou fraction de 1.000 grammes	0.20	5 K ^{os}	idem.
<i>Echantillons.</i>			
Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	0.30	500 grs.	0m, 45 × 0m, 20 × 0m, 10 ou sous forme de rouleau : 0m, 45 de longueur sur 0m, 15 de diamètre.
Avec minimum de perception de	0.60		
<i>Petits paquets.</i>			
Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	0.90	1 K ^o	0m, 45 × 0m, 20 × 0m, 10 ou sous forme de rouleau : 0m, 45 de longueur sur 0m, 15 de diamètre.
Avec minimum de perception de	3.00		
<i>Recommandation.</i>			
Droit fixe	2.00		

Les journaux et écrits périodiques expédiés directement par les éditeurs ou leurs mandataires, bénéficient d'une réduction de 50% sur le tarif général des imprimés, dans les relations avec les pays qui ont donné ou donneront leur assentiment à l'application de cette mesure; la même réduction est concédée, sous la même réserve et quels que soient les expéditeurs, aux livres ainsi qu'aux brochures et papiers de musique, à l'exclusion de toute publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde des volumes.

Insuffisance d'affranchissement.

En cas d'absence ou d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature, en provenance des pays étrangers, sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe égale au double de l'affranchissement manquant ou de l'insuffisance, sans que cette taxe puisse être inférieure à 60 centimes.

Lorsque l'évaluation de la taxe à appliquer aux correspondances de provenance extérieure non af-

franchies ou insuffisamment affranchies fera ressortir une fraction inférieure à 5 centimes, cette fraction sera arrondie à 5 centimes.

Remboursement.

Les envois contre remboursement sont passibles, indépendamment des taxes et conditions applicables aux objets de la catégorie à laquelle ils appartiennent, d'un droit fixe de 2,50 par objet, et d'un droit proportionnel au montant du remboursement de 25 centimes par 50 francs ou fraction de 50 francs.

Les envois contre remboursement ne donnent pas lieu à rémunération au profit du facteur encaisseur.

Poste restante.

Les objets de correspondances originaires des pays étrangers et adressés poste restante sont passibles de la taxe applicable aux correspondances de même nature du régime intérieur.

Avis de réception.

Si l'avis de réception est demandé au moment même du dépôt de l'objet, le droit à payer est de 1,50. Ce droit est fixé à 3 francs lorsque la demande est présentée postérieurement au dépôt dudit objet.

Réclamations.

Les demandes de renseignements relatives aux objets ordinaires ou aux objets recommandés pour lesquels

la taxe de l'avis de réception n'a pas été acquittée donnent lieu à la perception d'un droit fixe de 3 frs. Ce droit peut être remboursé au cas où il serait établi qu'il y a faute du service des postes.

Indemnités en cas de perte.

Sous réserve des exceptions au principe de la responsabilité, prévues par la convention postale universelle, le montant maximum de l'indemnité pour la perte d'un envoi recommandé du régime international est fixé à 246 francs.

Droits de douanes.

Les envois postaux originaires de l'extérieur et reconnus contenir des objets passibles de droits et taxes perçues par le service des douanes sont, en outre passible d'une taxe de dédouanement de 2 frs. perçue au profit de l'administration des postes.

Carte d'identité.

La délivrance des cartes d'identité donne lieu à la perception d'une taxe de 5 francs.

Coupons-réponse.

Le prix de vente des coupons-réponse est fixé à 2,25.

II^e — LETTRES ET BOITES AVEC VALEURS DÉCLARÉES

NATURE DES CORRESPONDANCES	TAXES	POIDS MAXIMUM	DIMENSIONS MAXIMALES
1^o — TRANSPORT			
<i>Lettres.</i>			
De 0 à 20 grammes	La même que celle des lettres ordin.	2 K ^{es}	0 ^m , 45 × 0 ^m , 45 × 0 ^m , 45 ou sous forme de rouleau ; 0 ^m , 75 de longueur sur 0 ^m , 10 de diamètre.
Au-dessus de 20 grammes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes			
<i>Boîtes.</i>			
Par 50 grammes ou fraction de 50 grammes	1.00	1 K ^o	0 ^m , 30 × 0 ^m , 20 × 0 ^m , 10.
Avec minimum de perception de	5.00		
2^o — RECOMMANDATION			
Droit fixe	2.00	—	
3^o — ASSURANCE			
<i>Lettres et boîtes.</i>			
Par 300 francs ou fraction de 300 francs de valeur déclarée	0.50	—	

Le maximum de la déclaration par envoi ne peut en aucun cas, dépasser 20.000 francs.

III^e — MANDATS-POSTE.

Le droit à percevoir sur les mandats à destination de l'étranger se compose pour chaque mandat :

1^o — d'un droit fixe de 1.25

2^o — d'un droit proportionnel sur la somme versée de 25 centimes par 50 francs ou fraction de 50 francs.

Les mandats sont échangés avec les pays étrangers par l'entremise de la France. — Ils sont soumis au profit de l'administration postale française à un droit supplémentaire de $\frac{1}{4}$ p. 100 si le pays destinataire a adhéré à l'arrangement international concernant les mandats-poste. Ce droit est de $\frac{1}{2}$ p. 100 si le pays n'a pas adhéré au dit arrangement.

Ce droit reste acquis à l'administration française dans le cas du remboursement du montant des mandats aux envoyeurs.

La taxe de l'avis de paiement est fixé à 1.50 si la demande est présentée au moment de l'émission et de 3 francs si la demande est formulée postérieurement au dépôt.

Toute demande de renseignement concernant le sort d'un mandat pour lequel il n'a pas été demandé d'avis de paiement donne lieu à la perception d'une taxe de 3 francs.

Les mandats qui, par la faute de l'expéditeur ou du destinataire, devront être soumis à la formalité du visa pour date seront passibles d'une taxe de 3 francs.

IV^e — RECOUVREMENTS.

La taxe d'une enveloppe d'envoi de valeur à recouvrer est celle d'une lettre recommandée de même poids pour la même destination.

Il est perçu sur le montant de chaque valeur recouvrée un droit d'encaissement de 1.25.

Toute valeur demeurée impayée, après avoir été présentée à l'encaissement est passible d'une taxe de présentation de 1.25.

V^e — COLIS POSTAUX.

Les colis postaux du régime franco-colonial et international expédiés contre remboursement sont passibles, indépendamment de la taxe principale d'un droit fixe de 1.75 par colis et d'un droit proportionnel de $\frac{1}{2}$ p. 100 du montant du remboursement.

Le droit fixe et le droit proportionnel sont définitivement acquis aux transporteurs et ne peuvent notamment être remboursés à l'expéditeur lorsque le colis fait retour à l'origine pour un motif quelconque.

Le droit de dédouanement est fixé à 1.00 par colis pour les colis postaux en provenance des pays étrangers et à 0.50 pour les colis postaux en provenance de la France, de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et des colonies françaises.

Les colis postaux du régime franco-colonial et international à livrer franco de droits aux destinataires sont soumis à un droit de commission de 1 franc par colis.

ART. 2. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent rapportées.

ART. 3. — Le chef du service des P. T. T. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} février 1933 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Avance

ARRETE N^o 14 mettant une avance à la disposition de M. DAGRON.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, modifié par les décrets des 30 décembre 1920 et 13 août 1925;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une avance renouvelable de 8.000 francs scindable en deux mandats de 4.000 francs est accordée à M. DAGRON, chef du secteur du cotonnier, en vue de l'achat aux indigènes de la récolte des champs d'expérimentation du coton.

M. DAGRON devra justifier de la somme mise à sa disposition dans les formes réglementaires.

ART. 2. — L'avance sera mandatée au chapitre XVIII, article 1, § 1 du budget local, exercice 1933.

ART. 3. — Le produit de la revente du coton acheté viendra en atténuation du chapitre qui aura supporté l'avance.

Dans le cas où il existerait un excédent à la clôture des opérations, il serait pris en recettes au budget local, exercice 1933 : chapitre IV, article 5, parag. 4 : Recettes éventuelles et non classées.

Les excédents de dépenses éventuels seront supportés par le budget local, exercice 1933, chapitre XVII, article 2 : Dépenses imprévues.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Rôle supplémentaire

PAR ARRÊTÉ DU 6 JANVIER 1933 :

Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire afférent à l'exercice 1932 détaillé ci-après :

N°	CERCLE	NATURE		MONTANT TOTAL
285	Lomé	Taxe sur véhicules		910
		Principal	Contima Additionnel	
		700	210	

La date de mise en recouvrement est fixée au 5 janvier 1933.

Effectif des forces de police

ARRETE N° 19 fixant pour l'année 1933 les effectifs et la répartition des forces de police.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 28 juin 1925 organisant les forces de police dans les territoires africains sous mandat;

Vu l'arrêté n° 226 du 26 avril 1930 réorganisant la garde indigène;

Vu l'arrêté n° 227 du 26 avril 1930 relatif aux soldes des agents des forces de police;

Vu l'arrêté n° 532 du 15 septembre 1931 portant organisation d'une section de commis et ouvriers des forces de police;

Vu les prévisions budgétaires;

Sur la proposition du capitaine commandant les forces de police;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les effectifs budgétaires et la répartition des forces de police sont fixés comme suit pour l'année 1933 :

EFFECTIF BUDGÉTAIRE — 1933

PELTONS	Adjudants- Chefs	Adjudants	Sergents- Chefs	Sergents	Caporaux- Chefs	Caporaux	Miliciens et gardes		TOTAUX
							1 ^{re} classe	2 ^e classe	
A) CHAP. V. ART. 10. § 2.									
Police	—	—	1	1	1	1	6	15	25
B) CHAP. IV. ART. 10. § 2.									
Cie Milice et Section									
Commis et Ouvriers	1	1	2	3	3	7	30	37	84
Centre d'Instruction	—	—	—	—	1	—	1	10	12
Section Milice Sokodé	—	—	1	2	1	2	15	12	33
TOTAL B.	1	1	3	5	5	9	46	59	129
C) CHAP. IV. ART. 10 § 2.									
Peloton de Lomé	1	—	1	1	2	1	6	30	42
Peloton d'Anécho	—	—	—	1	4	2	9	23	39
Peloton de Klouto	—	1	—	1	1	1	7	14	25
Peloton d'Atakpamé	—	—	2	—	3	1	12	22	40
Peloton de Sokodé	—	—	—	—	3	2	10	17	32
Peloton de Mango	—	—	1	2	—	—	15	15	33
TOTAL C.	1	1	4	5	13	7	59	121	241
D) BUDGET FONDS D'EMPRUNT.									
Peloton des Travaux-Neufs	1	—	—	1	1	2	5	25	35
E) TOTAL GÉNÉRAL									
Effectif Budgétaire des Forces de Police	3	2	8	12	20	19	116	220	400

Le présent arrêté sera promulgué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1933.

R. DE GUISE.

Nomination d'un administrateur-maire de la commune mixte de Lomé

ARRETE N° 21 nommant l'administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 portant création de la commune-mixte de Lomé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. FREAU, administrateur en chef des colonies, commandant du cercle de Lomé, est nommé administrateur-maire de la commune-mixte de Lomé, en remplacement de M. BOUQUET, administrateur de 1^{re} classe des colonies, en instance de départ en congé.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet du jour de la prise effective de service de l'intéressé, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 janvier 1933.

R. DE GUISE.

ERRATUM à l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo.

Au lieu de :

Art. 36. — Le renouvellement des commissions municipales a lieu dans le courant du mois de décembre.

Lire :

Art. 36. — Le renouvellement des commissions municipales a lieu dans le courant du mois de mai.

Lomé, le 5 janvier 1933.

Le Commissaire de la République,

R. DE GUISE.

MODIFICATIF à la classification des bâtiments administratifs des cercles. Annexe à l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932.

Cercle de Klouto.

1° — Le logement à 3 pièces du poste des douanes de Kpadakpé figurant à la deuxième catégorie, est classé à la 4^e catégorie.

2° — Le logement à 4 pièces annexé à l'école de Kpélé-Goudévé est classé à la 4^e catégorie.

MODIFICATIFS à l'annexe I de l'arrêté n° 364 du 8 juillet 1932. (J. O. page 409 du 1^{er} septembre).

ARTICLE PREMIER. —

Au lieu de :

Deuxième catégorie : bâtiment du câble (logement ouest) 3 pièces

Lire :

Première catégorie : bâtiment du câble (logement ouest) 3 pièces

ARTICLE PREMIER. —

A la colonne « troisième catégorie »

Ajouter in-fine :

Logement S. C. O. A. (étage) en face petit marché 2 pièces.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Inscription au tableau d'avancement

Par arrêtés du :

1^{er} janvier 1933. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des services civils du Togo pour l'année 1933 :

Pour le grade d'adjoint principal :

1^{er} tour choix : M. LAUQUÉ, adjoint.

2^e tour choix : M. RIBEL, adjoint.

*Pour le grade d'adjoint :*2^e tour choix : M. BARMA, commis.

Ancienneté : M. GUERIN, commis.

1^{er} tour choix : M. CONSO, commis.2^e tour choix : M. JAGU, commis.3^e tour (à défaut de candidat à l'ancienneté) :

M. CHAUTARD, commis.

Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel de la trésorerie du Togo pour l'année 1933 :

*Pour le grade de payeur de 2^e classe :*M. PRADIER, payeur de 3^e classe.*Pour le grade de commis principal de 3^e classe :*M. SAINT-CRIQ, commis principal de 4^e classe.

Sont inscrits au tableau d'avancement du cadre supérieur de l'enseignement au Togo, pour 1933 :

Pour le grade d'instituteur supérieur :

M. MARTIN, instituteur principal.

Pour le grade d'instituteur principal :

M. CHAMPION, instituteur ordinaire.

Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel du cadre des travaux publics du Togo, pour 1933 :

Pour le grade de chef de station principal :

M. BRASSARD, chef de station.

Pour le grade de chef ouvrier d'art principal :

M. LHUISSIER, chef ouvrier d'art.

Pour le grade d'ouvrier d'art principal :

M. STOLL, ouvrier d'art.

Promotions

Par arrêtés des :

30 décembre 1932. — Sont promus dans le cadre des services civils du Togo :

Au grade d'adjoint principal :

M. PECHOUX, adjoint (conserve une ancienneté de 3 mois, 24 jours pour rappels militaires non utilisés).

M. COURTHIADE, adjoint.

Au grade d'adjoint :

M. DARNOIS, commis (conserve une ancienneté de 5 mois, 1 jour pour rappels militaires non utilisés).

M. DASSONVILLE, commis (conserve une ancienneté de 4 mois, 15 jours pour rappels militaires non utilisés).

Sont promus dans le cadre de la trésorerie du Togo.

*Au grade de commis principal de 4^e classe :*M. LARRERE, commis de 1^{re} classe.M. BONASSE, commis de 1^{re} classe.

1^{er} janvier 1933. — Est promu dans le personnel du cadre de la trésorerie du Togo :

*Au grade de commis principal de 3^e classe :*M. SAINT-CRIQ, commis principal de 4^e classe.**Passages automatiques à l'échelon supérieur de solde.**

Par décision du :

31 décembre 1932. — Les passages automatiques à l'échelon supérieur de solde constatés au 1^{er} janvier 1933 dans le personnel des cadres locaux du Togo sont les suivants :

M. MENEAU Jean, commis avant 18 mois des services civils passe à l'échelon après 18 mois.

M. STOLL René, ouvrier d'art avant 36 mois des travaux publics passe à l'échelon après 36 mois.

M. LANGDON Jacques, comptable avant 18 mois des travaux publics passe à l'échelon avant 36 mois.

Affectations

Par décisions des :

24 décembre 1932. — M. VUILLET, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, à la disposition du commandant de cercle de Sokodé, est chargé des fonctions de chef de la subdivision de Lama-Kara et de président du tribunal de subdivision, en remplacement de M. JARDILLIER, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies qui recevra ultérieurement une autre affectation.

M. MAUGIS André, Paul, commis des services civils, est désigné en qualité de président du tribunal de subdivision du cercle d'Atakpamé.

29 décembre 1932. — Les agents attendus à Lomé le 29 décembre 1932 sur s/s Amérique reçoivent les affectations suivantes :

M. LE BLAIS, agent sanitaire contractuel, est mis à la disposition du chef du service de santé et affecté au secteur de prophylaxie de la maladie du sommeil.

M. GOUINEAU, commis radiotélégraphiste contractuel, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

M. SERRE, ouvrier d'art contractuel, est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer.

31 décembre 1932. — M. LAUQUE, adjoint des services civils, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lomé, en qualité d'agent intermédiaire.

M. LAUQUE exercera cumulativement les fonctions de secrétaire du tribunal de cercle.

M. DARNOIS, commis des services civils, est mis à la disposition de M. l'administrateur-maire de la commune mixte de Lomé, en qualité de secrétaire municipal.

M. MAX FREAU, commis des services civils, en service au cercle d'Anécho, est mis à la disposition du chef du bureau des services financiers.

M. PERRET, adjoint principal des services civils, est nommé agent spécial à Tsévié.

M. NATIVEL, administrateur-adjoint, chef de subdivision de Lomé, est désigné pour remplir provisoirement les fonctions d'adjoint au commandant de cercle de Lomé.

M. NATIVEL exercera cumulativement ses fonctions de chef de subdivision.

M. BARRÈRE, brigadier de 2^e classe des douanes est détaché au service de la visite, en qualité de vérificateur pour compter du 1^{er} décembre 1932.

4 janvier 1933. — Les fonctionnaires et agents attendus à Lomé le 5 janvier 1933 sur le paquebot Canada, reçoivent les affectations suivantes :

M. MAHOUX Paul, ingénieur-adjoint des travaux publics, retour de congé, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics pour assurer les fonctions de chef de subdivision T. P. Sokodé-Mango avec résidence à Sokodé.

M. LHISSIER, chef-ouvrier des travaux publics, retour de congé, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics et affecté à la subdivision de Lomé-Anécho avec résidence à Kpessi (cercle d'Anécho).

M. BERTHON, surveillant contractuel des travaux publics, nouvellement engagé, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

5 janvier 1933. — M. LANGDON, comptable avant 18 mois des travaux publics du Togo, est nommé billeteur du service des travaux publics pour compter du 1^{er} janvier 1933.

10 janvier 1933. — M. FREAU, administrateur en chef des colonies, commandant le cercle d'Anécho, est nommé commandant du cercle de Lomé.

M. JARDILLIER, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, est mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho, pour remplir les fonctions d'adjoint au commandant de cercle.

Congés

Par décision des :

29 décembre 1932. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Asnières, 12 rue de Verdun (Seine) est accordé à M. FONTAINE qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir à Perpignan (Pyrénées-Orientales) est accordé à M. WALLON qui compte 26 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

6 janvier 1933. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir au Havre, 11 bis rue Reine Mathilde est accordé à M. BOUQUET, qui compte 28 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé administratif de 9 mois pour en jouir à Pontoise est accordé à M. IMBERT, qui compte 36 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé administratif de 9 mois pour en jouir à Pontoise est accordé à Madame IMBERT qui compte 36 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé administratif de 6 mois pour en jouir Saint-Chaffrey (Hautes-Alpes) est accordé à M. ASTIER qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un congé de fin de contrat de 6 mois pour en jouir à Nice, 5 passage Grégoire est accordé à M. BAUD qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Passages

Par décisions des :

24 décembre 1932 — Une réquisition de passage de 2^e classe, 3^e catégorie, de Lomé à Pointe-Noire, est accordée à M. FIGAROLI Francesco, agent contractuel, sur le paquebot Amérique, devant toucher Lomé vers le 29 décembre.

30 décembre 1932. — Une réquisition de passage de retour par anticipation est accordée à Madame WALLON Marie Louise, femme de M. WALLON Henri, sous-chef de dépôt contractuel, à bord du paquebot Amérique touchant Lomé le 15 janvier 1933. (1^{re} classe 2^e catégorie).

6 janvier 1933. — Une réquisition de passage de retour (2^e classe 3^e catégorie), de Lomé à Bordeaux, est accordée à M. PENNANEACH Yves, adjudant du corps des télégraphistes coloniaux, en service à la station de T. S. F. de Lomé, sur le paquebot Amérique devant toucher Lomé vers le 15 janvier.

Indemnités

Par arrêtés des :

24 décembre 1932. — M. BILLET, capitaine du génie, en service hors cadres au Togo, chef du service de construction du chemin de fer central togolais continuera à percevoir en cette qualité, l'indemnité personnelle de 10.000 frs. par an qui lui a été accordée au titre de directeur par intérim des travaux neufs par arrêté n° 302 approuvé en conseil le 8 juillet 1932.

31 décembre 1932, (pris en conseil d'administration) —

Le bénéfice des dispositions de l'arrêté 672 du 4 décembre 1931, réglementant l'allocation de l'indemnité de terrain allouée aux agents contractuels des travaux neufs, est accordé à M. le médecin-Lieutenant Lutz, chargé de la section médicale du service de construction du chemin de fer central togolais et fréquemment appelé à se déplacer pour les besoins du service.

Par décisions des :

30 décembre 1932. — Le médecin capitaine THOMAS-DURIS, chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé, est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

Le médecin capitaine THOMAS-DURIS, propriétaire d'une voiture automobile Chevrolet 14 CV, aura droit à une indemnité de 1 fr. 20 par kilomètre parcouru conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté n° 606 du 28 octobre 1931.

31 décembre 1932. — M. ROBIN, ingénieur-adjoint des travaux d'agriculture, en service à Palimé (cercle de Klouto) est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

M. ROBIN, propriétaire d'une voiture Citroën 9 CV, aura droit pour compter du 1^{er} janvier 1933, à une indemnité de 1 fr. par kilomètre parcouru conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté n° 606 du 28 octobre 1931.

5 janvier 1933 — Est allouée à M. HORARD, chef ouvrier des travaux publics, en service à la subdivision des T. P. Lomé-Anécho, pour compter du 29 novembre 1932 et jusqu'à nouvel ordre, l'indemnité de campement prévue par l'arrêté n° 255 du 19 mai 1928.

10 janvier 1933. — M. GARNIER, ingénieur-adjoint des travaux publics, est autorisé à utiliser sa voiture automobile pour les besoins du service.

M. GARNIER, propriétaire d'une voiture Fiat 7 CV, aura droit à une indemnité de 0 fr. 80 par kilomètre parcouru conformément aux dispositions prévues dans l'arrêté n° 606 du 28 octobre 1931.

Gratifications

Par décision du 31 décembre 1932, prise en conseil d'administration :

Une gratification de 3.000 francs est attribuée au médecin-capitaine THOMAS-DURIS, qui a assuré le service médical des travaux neufs du 2 octobre au 20 novembre 1932 et du service de construction du chemin de fer central togolais du 20 novembre au 15 décembre 1932.

Témoignage de satisfaction

Par décision du :

7 janvier 1933. — Un témoignage de satisfaction est accordé à monsieur Marc BURIGNAT, sous-chef mécanicien, en service aux ateliers de la traction du C. F. T., qui a fourni un gros effort supplémentaire pour réaliser, dans des conditions très avantageuses, la fabrication de quatre chassis de wagon.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par arrêtés des :

24 décembre 1932. — Le facteur auxiliaire stagiaire de 3^e classe AFANDOMI Cosme pourvu du diplôme de fin d'études du cours complémentaire est nommé surnuméraire stagiaire des P. T. T.

Le nommé RAMSON Ernest ex-élève du cours complémentaire est agréé en qualité de facteur auxiliaire stagiaire de 3^e classe.

29 décembre 1932. — L'élève-moniteur DOGBE Gottlieb qui a subi avec succès les épreuves de l'examen visé à l'article 7 de l'arrêté du 23 juin 1928, est nommé moniteur auxiliaire d'agriculture de 5^e classe à compter du 1^{er} novembre 1932 date à laquelle il a effectué une année de stage.

Ce moniteur est affecté à la circonscription agricole du sud pour servir dans le cercle de Lomé.

Engagement

Par décision du :

31 décembre 1932. — M. Charles MEZGER est engagé en qualité de planton-dactylographe auxiliaire au salaire mensuel de 150 francs exclusif de toute indemnité sauf l'indemnité de bicyclette à laquelle il pourra prétendre ultérieurement.

Il est mis à la disposition du chef du service météorologique.

Licenciement

Par arrêté du :

10 janvier 1933. — Le surveillant de 5^e classe des P.T.T. John TOMBA, est licencié de son emploi pour cause d'inaptitude physique à compter du 1^{er} février 1933.

Démission

Par décision du :

29 décembre 1932. — Est acceptée pour compter du 1^{er} janvier 1933, la démission de son emploi offerte par le garde frontière de 3^e classe CARIMOU, en service au poste des douanes de Kuadjovikopé.

Promotions

Par arrêtés du :

30 décembre 1932. — Sont promus, dans le personnel des cadres locaux indigènes :

Au grade de commis de 4^e classe des P. T. T. :

ZOKPONO Kunibert, commis de 5^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 3^e classe :

D'ALMEIDA Hubert, commis-expéditionnaire de 4^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 6^e classe :

DOGBE Godwyn, commis-expéditionnaire de 7^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 7^e classe :

AMA Georges APÉDO, commis-expéditionnaire de 8^e classe.

Au grade d'infirmier de 4^e classe :

BANDEIRA Simon, infirmier de 5^e classe.

Au grade de facteur de 4^e classe des P. T. T. :

SOSSOU VOPOUNOU, facteur de 5^e classe.

Au grade de surveillant de routes de 8^e classe :

CONDO, surveillant de 9^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur de 1^{re} classe :

FOLLY Théodore, mécanicien-conducteur de 2^e classe.

Au grade de planton de 7^e classe :

HOUNGBEDI KOFFI, planton de 8^e classe.

Passages automatiques à l'échelon supérieur de solde

Par décisions du :

31 décembre 1932. — Les passages automatiques à l'échelon supérieur de solde constatés au 1^{er} janvier 1933 dans le personnel détaché des cadres de l'A. O. F. sont les suivants :

M. Romuald, JOHNSON, instituteur-adjoint du cadre commun secondaire à 10.500 passe à l'échelon instituteur adjoint à 11.500.

Sont constatés à partir du 1^{er} janvier 1933, les passages automatiques à l'échelon supérieur de solde (2^e échelon 3.300 frs.) des commis-expéditionnaires auxiliaires (1^{er} échelon 3.000) dont les noms suivent :

ATAYI Jonathan, en service au bureau des services financiers,

BAKAR Christophe, en service au chemin de fer.

Titularisations

Par arrêtés des :

24 décembre 1932. — M. KOUÉVI KOUASSI, commis-expéditionnaire stagiaire, est titularisé dans son emploi, en qualité de commis-expéditionnaire de 8^e classe à compter du 1^{er} décembre 1932, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

M. AFANDONI Cosmie, facteur auxiliaire de 3^e classe stagiaire, est titularisé dans son emploi, en qualité de facteur auxiliaire de 3^e classe à compter du 1^{er} décembre 1932, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

M. HOLOR Emmanuel, mécanicien-conducteur de 5^e classe stagiaire, est titularisé dans son emploi, en qualité de mécanicien-conducteur de 5^e classe à compter du 12 décembre 1932, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

29 décembre 1932. — Les moniteurs de l'enseignement privé d'ALMEIDA Christian et ARIKPO Augustin, en service à la Mission Catholique, sont titularisés dans leur emploi, en qualité de moniteurs de 6^e classe pour compter du 27 novembre 1932, date à laquelle ils ont accompli leur année de stage réglementaire.

31 décembre 1932. — Les plantons de 9^e classe stagiaire ASSAGRA Michel et PADONOU Maurice, sont titularisés, en qualité de plantons de 9^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1933, date à laquelle ils ont effectué leur année de stage réglementaire.

Le mécanicien conducteur de 5^e classe stagiaire AZOUMA Pierre, est titularisé en qualité de mécanicien conducteur de 5^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1933, date à laquelle il a effectué son année de stage réglementaire.

6 janvier 1933. — Le commis-expéditionnaire auxiliaire (2^e échelon) DEGBOE Gaspard, en service au bureau des affaires économiques, est titularisé dans son emploi, en qualité de commis-expéditionnaire de 8^e classe, pour compter du 8 janvier 1933.

Renouvellement de stage

Par arrêté du :

30 décembre 1932. — Les chefs d'équipe stagiaires APÉTOGO AMOUSSOU et SEWONOU AVOUSSOU sont soumis à une nouvelle période de stage de 6 mois pour compter du 1^{er} janvier 1933, date à laquelle ils ont accompli leur année de stage réglementaire.

Suspension de fonctions

Par décision du :

6 janvier 1933. — Le mécanicien conducteur de 4^e classe ISIDORE LOKO est suspendu de ses fonctions pour compter du 1^{er} janvier 1933.

Affectations

Par décisions des :

24 décembre 1932. — Le commis de 4^e classe MALEAUX Joseph gérant du bureau de Sansané-Mango est affecté au bureau de Lomé.

Le commis de 5^e classe D'ALMEIDA Militao du bureau de Palimé est nommé gérant du bureau de Sansané Mango.

Le sura-numéraire stagiaire AFANDOMI Cosme du bureau de Sokodé est affecté au bureau de Palimé en remplacement numérique du commis D'ALMEIDA Militao.

Le facteur auxiliaire de 3^e classe RAMSON Ernest nouvellement agréé est affecté au bureau de Sokodé.

27 décembre 1932. — L'infirmière de 2^e classe Sophie TITI KAYI en service à Mango, est affectée à Lomé.

L'infirmière de 3^e classe Regina JAMES, en service à Lomé, est affectée à Mango.

31 décembre 1932. — La décision du 8 novembre 1932 mettant l'infirmier SCHNEIDER William à la disposition du médecin-chef du secteur de la trypanosomiase est rapportée. L'infirmier de 5^e classe SCHNEIDER William est affecté à Atakpamé.

L'infirmier de 5^e classe WILSON Robert, en service aux travaux neufs, est affecté au secteur de prophylaxie de la trypanosomiase à Pagouda.

L'infirmier de 4^e classe LODOU Joseph, en congé à Lomé, est affecté à Lomé, à l'expiration de ce congé, et placé en stage à la pharmacie d'approvisionnement.

L'infirmier de 4^e classe KPONTON Sylvestre, en service à Atakpamé, est affecté aux travaux neufs.

L'infirmière visiteuse de 3^e classe stagiaire Cathérine AHODIKPE, nouvellement sortie de l'école de médecine de Dakar, est affectée à l'hôpital de Lomé.

6 janvier 1933. — La sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire Joséphine Diogo, en service à Lomé, est détachée à Atakpamé durant le congé de la sage-femme Félicienne KPONTON.

Le médecin auxiliaire de 3^e classe stagiaire JOHNSON Jean, en service à Lomé, est mis à la disposition du médecin chef du secteur de prophylaxie de la trypanosomiase.

Permissions et Congés

Par décisions des :

24 décembre 1932. — Une permission de longue durée avec traitement, du 26 décembre 1932 au 23 février 1933, est accordée à la sage-femme auxiliaire de 2^e classe Sophie LINGUE, en service à Anécho pour en jouir au Togo et au Dahomey.

29 décembre 1932. — Un congé de 30 jours, du 16 janvier au 14 février 1933 inclus avec traitement, est accordé à M. Antoine AHOUDJINOU, commis-expéditionnaire de 5^e classe contractuel en service au chemin de fer (direction) pour en jouir à Anécho.

6 janvier 1933. — Un congé de maternité de 30 jours avec traitement du 27 décembre 1932 au 25 janvier 1933 inclus, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe M^{me} KPONTON née LIMA en service à Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de convalescence de 45 jours pour compter du 10 janvier 1933 est accordé à M. GLOUGH Christian, médecin auxiliaire, en service au secteur de la prophylaxie et du traitement de la trypanosomiase.

Un congé de 90 jours avec traitement, du 1^{er} février au 1^{er} mai 1933, est accordé à l'infirmier de 5^e classe KPODA Justo en service aux travaux neufs, pour en jouir à Lomé.

Un congé de 90 jours avec traitement, du 15 janvier au 14 avril 1933, est accordé à l'infirmier de 2^e classe Philippe ADJIVON en service à Tsévié pour en jouir à Tado (cercle d'Atakpamé).

10 janvier 1933. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 8 au 15 janvier 1933 inclus, est accordée à M. EBANDA Ernest, commis radiotélégraphiste principal de 6^e classe, pour en jouir à Cotonou (Dahomey).

Sanctions disciplinaires

Par arrêté du :

24 décembre 1932. — Le préposé des douanes de 8^e classe Benoît Loko, est révoqué de ses fonctions.

Par décisions des :

28 décembre 1932. — Une punition de 15 jours de retenue de solde est infligée au surveillant auxiliaire de 2^e classe KAMARA BIANOU, en service à Sokodé.

10 janvier 1933. — Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée aux infirmiers Emmanuel EDORU, et Benjamin MENSAN.

Une punition de 15 jours de retenue de solde est infligée au garde d'hygiène Lucas da SILVEIRA, en service à Anécho.

Indemnité

Par décision du :

31 décembre 1932. — Est accordé aux microscopistes TCHALIM ETSÉ, LOMO EZEKPO, TCHAKPALA TCHAO et au manoeuvre-interprète Paul TCHATCHAO, en service au poste d'observation sanitaire de Lama-Kara (cercle de Sokodé) le bénéfice de l'indemnité représentative fixe de transport de 15 francs par mois.

Gratification

Par décision du :

6 janvier 1933. — Les gratifications suivantes sont accordées au personnel ci-dessous désigné, en rémunération des travaux supplémentaires effectués en dehors des heures légales de travail en novembre et décembre 1932 :

ATTIOGBE Joseph, commis-expéditionnaire 300 frs.
GNASSOUNOU Paul, commis-expéditionnaire 150 frs.
MENSAH Pierre, commis-expéditionnaire 150 frs.
GBIKPI Norbert, commis-expéditionnaire 50 frs.

Secours

Par arrêté du 31 décembre 1932 pris en conseil d'administration :

Un secours annuel de 360 frs. par an (trois cent soixante francs) est accordé pour une durée de trois ans à l'ex-serre-frein des travaux neufs Ibrissou, amputé de la jambe droite à la suite d'un accident survenu le 14 juin 1932. A l'expiration de cette période de trois ans, le secours pourra être renouvelé et susceptible de révision.

FORCES DE POLICE**Rengagement**

Par arrêté du :

10 janvier 1933. — Est rengagé pour 3 ans dans la compagnie de milice pour compter du 1^{er} janvier 1933, le milicien de 2^e classe SAKPANA, N^o Mle 39.

Congés

Des congés avec traitement et gratuité de transport (aller & retour) sont accordés aux agents dont les noms suivent :

30 jours, AMOUSSOU, garde de 2^e classe Mle 628, du peloton de Lomé, pour en jouir à Dfalé (Sokodé).

30 jours, KONDO SABALÉ, milicien 1^{re} classe Mle M/158, de la compagnie de milice, accompagné de sa femme, pour en jouir à Bafilo (Sokodé).

30 jours, MOUSSA KANDÉ, milicien 1^{re} classe Mle M/173, de la compagnie de milice, accompagné de sa femme, pour en jouir à Sokodé.

60 jours, KOKOU TAMBERNA, brigadier 1^{re} classe, Mle 38, du peloton d'Atakpamé, accompagné de sa femme & 3 enfants, pour en jouir à Boucombé (Dahomey).

Punition

Est portée à 15 jours de prison avec retenue de solde « pour négligence à l'occasion du service », la punition de 8 jours de prison infligée le 15 novembre 1932 par le commandant de cercle de Mango aux agents dont les noms suivent :

DIEGNA OURIBALÉ, brigadier 1^{re} classe Mle 295.
KOFFI, garde de 2^e classe Mle 690.

Licenciement

Sont licenciés :

1^{er} — Pour fin de contrat non renouvelé à compter du :

20 janvier 1933. — ADJOUKO, sergent N^o Mle 886, du peloton des travaux neufs.

1^{er} février 1933. — BAKARY DIALLO, sergent 2^e classe Mle 328, du peloton des travaux neufs.

2^e — Pour compression d'effectif à compter du :

15 janvier 1933. — AROUNA, brigadier 2^e classe Mle 294, du peloton de Sokodé.

MAHOA BAMELA, brigadier 1^{re} classe Mle 492, du peloton de Sokodé.

ARRIDI, garde 1^{re} classe Mle 22, du peloton de Sokodé.

MAMADI SISSOKO, sergent-chef Mle 113, du peloton d'Atakpamé.

DIAMBELE, 1^{re} classe Mle 503, du peloton d'Atakpamé.

ANISSANDA, 2^e classe Mle 529, du peloton d'Atakpamé.

SAMBA TARAORÉ, 1^{re} classe Mle 257, du peloton d'Anécho.

OURAKPAKA, 2^e classe Mle 680, du peloton de Mango.

AGBANDAHO, 2^e classe Mle 701, du peloton de Mango.

DASSI, 1^{re} classe Mle 777, du détachement police.

ALABI OYO, 2^e classe Mle 297, du détachement police.

ATCHEDJOU, 2^e classe Mle 832, du détachement police.

FEDOGA YADOGA, 1^{re} classe Mle 228, du détachement police.

Les gardes indigènes ci-après nommés ont droit à l'indemnité de licenciement de 1500 francs (mille cinq cents francs), conformément à l'arrêté n^o 227 du 26 avril 1930 — article 2 « Primes » :

ARRIDI, garde 1^{re} classe Mle 22, du peloton de Sokodé.

SAMBA TARAORÉ, garde 1^{re} classe Mle 257, du peloton d'Anécho.

FEDOGA YADOGA, garde 1^{re} classe Mle 228, du détachement de police.

Affectations

Sont affectés à compter du 1^{er} février 1933 :

1^{er} — A la section de milice de Sokodé :

NIANGOULAM, adjudant-chef Mle M/31, de la compagnie de milice.

2^e — A la compagnie de milice à Lomé :

TCHEDRE, adjudant Mle M/15, de la section de milice de milice.

3^e — Au peloton de Sokodé :

à compter du 1^{er} février 1933 :

BAGRANGAMA, 2^e classe Mle 537, du peloton des travaux neufs.

BINATAMA, 2^e classe Mle 247, du peloton des travaux neufs.

ATAKATI, 1^{re} classe Mle 284, du peloton des travaux neufs.

ALCOOLS

Par décision du :

10 janvier 1933. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente dans le territoire du Togo des boissons ci-dessous dénommées :

Eaux-de-vie : « *Tête d'Éléphant*. »

« *Dauphin* »

de la maison Géo SAUNIER à Cognac.

« *Genuine Old Brandy* »

de la maison TEISSEDE & Cie à Bordeaux.

CHEF DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Par arrêté du :

29 décembre 1932. — M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives est désigné comme chef du secrétariat général « ad hoc » pour signer à la séance du conseil d'administration du 31 décembre 1932.

CENSEUR ADMINISTRATIF

à la vérification de l'agence de la B. A. O.

Par décision du :

30 décembre 1932. — M. BERNARD, rédacteur principal de 1^{re} classe du ministère des colonies, chef des bureaux des affaires politiques et de l'administration générale est désigné pour procéder en qualité de censeur administratif à la vérification de l'agence de la Banque de l'Afrique Occidentale à Lomé pour le mois de décembre 1932.

COMMISSIONS

Par décisions des :

28 décembre 1932. — Les différentes commissions de classement du personnel indigène régi par l'arrêté du 23 juin 1928, se réuniront le 30 décembre 1932, au bureau du personnel en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour l'année 1933.

Ces commissions sont composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions :

M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives.

Président

M.M. REMY, administrateur de 1^{re} classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République;
Conso, commis des services civils, chargé du bureau du personnel.

Membres

ENSEIGNEMENT (8 h.)

M.M. IMBERT, chef du service de l'enseignement :

a) *Instituteurs* :

N'DYAYE BOUBAKAR, instituteur adjoint de 2^e cl.

Pognon Michel, instituteur adjoint de 2^e classe.

b) *Moniteurs* :

AGOMÉSSOU Lucien, moniteur de 3^e classe;

SINZOGAN Léonard, moniteur de 3^e classe.

AGRICULTURE (8 h. 30)

M.M. CODÉ, chef du service de l'agriculture;

SANSON Anatole, moniteur auxiliaire de 3^e classe;

KLOUTSE Joseph, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

DOUANES (8 h. 45)

M.M. GUENOT, chef du service des douanes;

AMERDING Stéphan, commis de 3^e classe;

PIETRI Lazare, préposé de 4^e classe.

POSTES (9 h.)

M.M. DAGORN, chef du service des postes;

a) *Commis* :

KAGNI Karl, commis de 1^{re} classe;

ANTHONY, commis de 2^e classe.

b) *Surveillants* :

AMEDOVOKPO, surveillant de 2^e classe;

HOUGBO AGBEIGBAH, surveillant auxiliaire de 1^{re} cl.

c) *Facteurs* :

AJAVON Joseph, facteur de 2^e classe;

AYITE Christophe, facteur de 3^e classe.

SANTÉ (9 h. 30)

M.M. le Docteur LEFÈVRE, chef du service de santé;

a) *Infirmiers* :

ANANI Louis, infirmier major de 5^e classe;

LADE Cléophas, infirmier major de 5^e classe.

b) *Gardes d'hygiène* :

ALI TIDJANI, brigadier chef de 1^{re} classe;

Sampson LAFUEKOU, brigadier chef de 1^{re} classe.

COMMIS-EXPÉDITIONNAIRES (10 h.)

M.M. BOUQUET, commandant le cercle de Lomé;

Dossou, commis-expéditionnaire principal de 2^e classe;

GBEDEY, commis-expéditionnaire principal de 5^e classe.

INTERPRÈTES (10 h. 30)

M.M. BOUQUET, commandant le cercle de Lomé;

KEMPSON Frantz, interprète de 1^{re} classe;

Jérôme AHAMADAH, interprète de 3^e classe.

PLANTONS (10 h. 45)

M.M. BOUQUET, commandant le cercle de Lomé;

ACHADE Pierrot, brigadier planton de 2^e classe;

OROGBO Jean, planton de 1^{re} classe.

SURVEILLANTS DE ROUTES (11 h.)

M.M. COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics;
ATSU Alex, surveillant de 7^e classe.

MÉCANICIENS CONDUCTEURS (11 h. 15)

M.M. COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics;
LATEVI Tévi, mécanicien conducteur principal de 4^e classe;
BASSARI BOUDIOU, mécanicien conducteur de 1^{re} classe.

Les différentes commissions de classement du personnel indigène régi par l'arrêté du 12 septembre 1928 se réuniront le 30 décembre 1932, au bureau du personnel, en vue d'établir le tableau d'avancement dudit personnel pour l'année 1933.

Ces commissions seront composées de la façon suivante :

Pour toutes les commissions :

M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives.	} <i>Président</i>
M.M. REMY, administrateur de 1 ^{re} classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République;	
CONSO, commis des services civils, chargé du bureau du personnel.	} <i>Membres</i>

TRAVAUX PUBLICS (15 h.)

M.M. COSTARRAMONE, chef du service des travaux publics;

a) Ouvriers

AMES Georges, maître ouvrier de 2^e classe;
SANT ANNA YESSOUFOU, maître ouvrier de 4^e classe.

CHEMIN DE FER (15 h. 30)

M.M. Le capitaine BILLET, chef du service des chemins de fer;

a) Ouvriers :

ADOTE Hubert, maître ouvrier de 1^{re} classe;
ADEKAMBI Michel, maître ouvrier de 3^e classe

b) Facteurs enregistreurs :

VIEIRA Marcellin, facteur enregistreur de 1^{re} classe;
MENSAN Joseph, facteur enregistreur de 1^{re} classe.

c) Chefs de train :

Yovo Jean, chef de train de 6^e classe;
BRIM Moïse, chef de train de 7^e classe.

d) Chefs d'équipe :

AYIVI Peter, chef d'équipe de 1^{re} classe;
BIHANU Johannès, chef d'équipe de 2^e classe.

e) Mécaniciens :

FREITAS Paulin, chef mécanicien de 1^{re} classe;
MENSAN François, mécanicien de 1^{re} classe.

f) Téléphonistes :

HOUEDESSOU James, téléphoniste de 1^{re} classe;
ABALO AMOUZOU, téléphoniste de 5^e classe.

29 décembre 1932. — Une commission composée de :
M.M. SERGENT, capitaine d'infanterie coloniale, commandant les forces de police du Togo. *Président*
NATIVEL, administrateur des colonies; *Membres*
RIBIEL, adjoint des services civils;
ASTIER, sous-brigadier des douanes;
FALCONETTI, adjudant-chef d'infanterie coloniale. *Secrétaire*
se réunira le 30 décembre 1932 à 15 h. 30, au bureau du commandant des forces de police, en vue de l'établissement des propositions d'inscription au tableau d'avancement des forces de police et des gardes-frontières (1^{er} semestre 1933).

31 décembre 1932. — Une commission composée de :
M.M. BOUQUET, administrateur des colonies. *Président*
LAPORTE, commis du trésor; *Membres*
DARNOIS, commis des services civils;
se réunira sur convocation de son président pour recevoir les tickets de taxe d'abatage de la commune-mixte de Lomé.

3 janvier 1933. — Une commission composée de :
M.M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives. *Président*
IMBERT, chef du service de l'enseignement; *Membres*
BERNARD, chef du bureau de l'administration générale;
LE THUAUT, instituteur supérieur;
SIDO, instituteur;
MARTIN, instituteur;
CARRIÈRE, représentant de l'enseignement privé;
R. P. RIEBSTEIN, représentant de l'enseignement privé;
M^{mes} IMBERT, institutrice;
MARTIN, institutrice;
se réunira sur convocation de son président pour étudier la réforme des programmes d'enseignement primaire dans le Territoire.

Une commission composée de :
M.M. Le chef du service des travaux publics. *Président*
Le chef du service de l'enregistrement et des domaines; *Membres*
MOAL, administrateur-adjoint des colonies, en service au bureau des finances;

se réunira sur la convocation de son président pour évaluer l'état et la valeur de l'immeuble et du mobilier le garnissant, offert en vente par la maison Elder Dempster suivant lettre du 1^{er} janvier 1933.

La commission s'adjoindra, en qualité de secrétaire, un fonctionnaire du service des travaux publics désigné par le président, pour procéder aux opérations de métrés et de levés de plans qui seraient nécessaires et établir le procès verbal et l'inventaire.

La commission dressera procès-verbal détaillé et motivé de son estimation et un inventaire descriptif du mobilier.

5 janvier 1933. — Une commission composée de :
M.M. DE SAINT-ALARY, chef du bureau des services financiers *Président*
DANTEC, adjoint des services civils; } *Membres*
LAPORTE, commis des trésoreries;
se réunira dans les bureaux du trésor pour vérifier les fonds reçus de la Haute-Volta.

9 janvier 1933. — La commission prévue à l'art. 1^{er} de l'arrêté du 31 mars 1931, modifié par l'arrêté du 27 décembre 1932 et composée de :

M.M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives *Président*

IMBERT, inspecteur de l'enseignement primaire, chef du service de l'Enseignement;
REMY, administrateur de 1^{re} classe des colonies, chef du cabinet du Commissaire de la République;
Mgr. CESSOU, vicaire apostolique du Togo
R.P. RIEBSTEIN, directeur des écoles de la mission catholique; } *Membres*
CARRIÈRE, directeur des écoles de la mission protestante;
Pasteur BAETA;
AMADOU Edouard, moniteur de 2^e classe de la mission catholique;
ATAKLO Samuel, moniteur de 2^e classe de la mission protestante;

M. CONSO, commis des services civils *Secrétaire*
se réunira le 9 janvier à 16 heures au bureau du personnel en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel de l'enseignement privé du Togo pour l'année 1933.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Par arrêté du :

6 janvier 1933. — Une commission d'enquête composée de :

M.M. VUILLET, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies *Président*
MASSON, chef surveillant principal des travaux publics; } *Membres*
LANTÉ Henri, ouvrier de 1^{re} classe;

se réunira à Lama-Kara sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas de l'ouvrier forgeron de 6^e classe des travaux publics NOUMAGNON KODJO.

M. MASSON est nommé rapporteur de la susdite commission.

CONSEIL SUPÉRIEUR D'HYGIÈNE

Par arrêté du :

27 décembre 1932. — Est et demeure rapporté l'arrêté du 16 juin 1932 nommant M. Henry ROUSSEL, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale membre du conseil supérieur d'hygiène et de salubrité publique en remplacement et pendant l'absence de M. BERTHOLLET en congé en Europe.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par arrêtés des :

29 décembre 1932 — La société G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Lomé (rue d'Amoutivé) et qui est actuellement gérée par le nommé Herman; Francis FUMEY.

Est révoquée l'autorisation qui avait été précédemment accordée au nommé Tossou Joseph par l'arrêté du 20 août 1929.

La Société G. B. OLLIVANT est autorisée dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Aguévé (cercle de Lomé) et qui est actuellement gérée par le nommé Michael AFUTOO.

Est révoquée l'autorisation qui avait été précédemment accordée au nommé Pelly R. Benjamin par l'arrêté du 22 août 1929.

La société G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Nuatja (cercle d'Atakpamé) et qui est actuellement gérée par le nommé Paul FREITAS.

La société G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Palimé (boutique n° 1) actuellement gérée par le nommé Joseph Charly KUWOADOR VEDA GADAGBUI.

Est révoquée l'autorisation qui avait été précédemment accordée à APALOO KONJOVI (Raphaël) par l'arrêté du 20 juillet 1929.

La maison G. B. OLLIVANT est autorisée dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Palimé (boutique n° 2) et qui est actuellement gérée par le nommé Joseph KUWOADOR FIAGBEDU SEMADEGBE.

La société G. B. OLLIVANT est autorisée dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 à tenir un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Atakpamé (boutique n° 1) et qui est actuellement gérée par le nommé Aloys KWAMI Patrick TRETU SEDDOH.

La société G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928, un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Atakpamé (boutique n° 2) et qui est actuellement gérée par le nommé Alexandre AMEDOTU TAYAGBOZO YEVO.

La société G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Atakpamé (boutique n° 3) et qui est actuellement gérée par le nommé Joseph AMEGAVO AKYH AKYH.

La société G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Atakpamé (boutique n° 4) et qui est actuellement gérée par le nommé John AFAMEYENYA KOFFI APENYAH.

La société G. B. OLLIVANT est autorisée à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté de 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Atakpamé (boutique n° 5) au marché de Gnagna, et qui est actuellement gérée par le nommé Bernard WOLU TOM DOTCH AGBOJAN.

Par arrêté du :

31 décembre 1932. — La compagnie Française de l'Afrique Occidentale est autorisée à tenir, dans les conditions fixées par l'arrêté du 15 novembre 1928 un dépôt de produits pharmaceutiques (liste n° 1) dans la boutique qu'elle possède à Tsévié (cercle de Lomé) et qui est actuellement gérée par le nommé Emmanuel FIAWOO.

Est révoquée l'autorisation qui avait été précédemment accordée au nommé DE SOUZA Pierre par l'arrêté du 10 juin 1929.

REMBOURSEMENT DE PÉNALITÉS

Par arrêté du 31 décembre 1932, pris en conseil d'Administration :

Est autorisé le remboursement de la somme 3 665f, 82 (Trois mille six cent soixante-cinq frs. quatre-vingt deux centimes) à la société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique à titre de remise partielle des pénalités qu'elle a encourues et payées à l'occasion de la livraison d'une baleinière sans band, en vertu du marché n° 5 après adjudication du 15 janvier 1932.

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du Cercle de Klouto

Suivant réquisition, n° 857, déposée le 24 décembre 1932, le sieur Martelot Bénédic, profession d'interprète, demeurant à Atakpamé et domicilié à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle de Klouto, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 1 hectare 76 ares, situé à Palimé (cercle de Klouto) et borné au nord-ouest par terrain à Andreas Agbodjan, au sud-est par terrain à Joseph Baeta et Afeké, au nord-est par terrain à Afeké et au sud-ouest par la route Palimé-Missahohé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

au livre foncier du Cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 858, déposée le 6 janvier 1933, le sieur Kuao Orobiyi Rhodes, profession d'employé du gouvernement anglais, demeurant à Ogodja (Nigéria) et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 16 ares 56 centiares situé à Lomé, quartier n° 5, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrains à Bosson Notolou Sokpo (T. 94), Kueviakoé, Ignatius Kanyi (T. 168), Koko Lawson (T. 365) et Sohé Goku (T. 461), à l'est par terrains à Hoénamiéko Assah Tometi (T. 111) mission catholique, Tété Agbo et Isidore de Souza, au sud par terrains à Franz Kuaku et Paul Yacobi et Joseph Koehler, à l'ouest par la rue de Kamina.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 859 déposée le 6 janvier 1933, Monseigneur Cesson Jean-Marie, profession de vicaire apostolique du Togo, demeurant à Lomé agissant comme Président du conseil d'administration de la mission catholique du Togo, fonctions pour lesquelles il a été agréé par décision du 11 mai 1926 de M. le Commissaire de la République au Togo, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 ares 83 centiares situé à Lomé, quartier n° 5, (cercle de Lomé) et borné au nord par terrain à Hoénamiéko Assah (T. 111) à l'est par la rue d'Amutivé, au sud par terrain à Tété Agbo, à l'ouest par terrain à K. O. Rhodes.

Il déclare que ledit immeuble appartient au dit conseil d'administration et n'est, à sa connaissance, grevé

d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° Que les biens ayant une affectation de mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de mission.

2° Que ces biens ayant une affectation de mission, ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du gouvernement français.

Suivant réquisition, n° 860, déposée le 5 janvier 1933 le sieur John Abalo Todejrappu, profession de tailleur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, en partie bâti, consistant en un terrain en forme de rectangle, portant deux constructions en terre de barre dont une à usage d'habitation, l'autre à usage d'atelier de tailleur, d'une contenance totale de 4 ares 01 centiare, situé à Lomé, quartier n° 7, (cercle de Lomé) et borné au nord par la rue des Alliés, à l'est par terrain à Amemuveko, au sud par terrain à Félicio de Souza, à l'ouest par terrain à Lokossi Sedder (T. 60 de Lomé).

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

ADDITIF à la décision du 17 décembre 1932 portant ouverture de stage d'éducation physique.

L'article premier de la décision susvisée est modifié comme suit :

III. — ENSEIGNEMENT PRIVÉ — MISSION PROTESTANTE

Cercle de Lomé

Ajouter :

AKPEMADA Emile.

Le reste sans changement.

Liste par ordre alphabétique des candidats reçus à l'examen du certificat d'études primaires (Session de 1932.)

1. ACAPO Léopold, Ecole régionale de Sokodé.
2. ADALÈTE Michel, Mission Catholique de Lomé.
3. ADAYI Pierre, Mission Catholique de Togoville.
4. ADIMADO André, Mission Catholique de Togoville.
5. AGBOZOH Augustin, Mission Catholique de Togoville.
6. AGOSSOU Augustin, Ecole régionale de Lomé.
7. AGUIGAH Hubert, Ecole régionale de Palimé.
8. AHODIPÈ Salomon, Ecole régionale d'Anécho.
9. AJAVON AMAYI, Ecole régionale de Lomé.
10. AJAVON OSWIN, Mission Catholique de Lomé.
11. AKAKPO Frantz, Ecole régionale d'Anécho.
12. AKAKPO Vincent, Mission Catholique de Togoville.
13. AKIBODÉ Alphonse, Mission Catholique de Lomé.
14. AKPABIE Cosmas, Candidat libre.
15. AKPABIEH ADOTEH, Candidat libre.
16. AKPOTSÉ Winfried, Mission protestante de Lomé.
17. D'ALMEIDA AYIVI, Ecole régionale d'Anécho.
18. AMAH Alphonse, Ecole régionale d'Anécho.
19. AMESSI Paul, Mission Catholique de Palimé.
20. ANANU David, Mission Catholique de Lomé.
21. ASSASSÉOULA Robert, Ecole régionale d'Amoutivé.
22. ATAKPAMEY Victor, Candidat libre.
23. AWUTÉ Gédéon, Mission protestante de Lomé.
24. AYAYI Alphonse, Ecole régionale d'Anécho.
25. BEHLOW Cunégonde, Mission Catholique de Lomé.
26. BENTO KOUASSI, Ecole régionale de Lomé.
27. BRUCE Walter, Ecole régionale de Lomé.
28. CLOUSSÉ AMOUZOU, Ecole régionale d'Anécho.
29. DAKÉTSÉ Evance, Mission Protestante de Lomé.
30. DOËVI Joseph, Ecole régionale d'Anécho.
31. DORKENOU QUAMIE, Candidat libre.
32. FIADJO Robert, Ecole régionale d'Anécho.
33. FOLY SOKÉMAHOU, Ecole régionale d'Anécho.
34. GBOGLAH Pierre, Mission Catholique de Togoville.
35. KANGNI KOUËVI, Ecole régionale de Lomé.
36. KOKOU Nicolas, Mission Catholique de Togoville.
37. KOUAO Jean Joseph, Ecole régionale d'Anécho.
38. KOUDE KODJOVI, Ecole régionale d'Anécho.
39. KOUËVI Gérard, Ecole régionale d'Atakpamé.
40. KPADÉNOU HOUNGÈDJI, Ecole régionale de Lomé.
41. KPONTON Sylvestre, Ecole régionale de Lomé.
42. KUAKUVI Richard, Ecole régionale de Lomé.
43. KUWONU Céphas, Mission Protestante de Lomé.
44. LAGLÉ Emile, Mission Wesleyenne d'Anécho.
45. LAWSON Christophe, Ecole régionale d'Anécho.
46. LAWSON Justin, Ecole régionale d'Anécho.
47. MAX Bernard, Mission Catholique de Lomé.
48. MENSAH Daniël, Ecole régionale de Lomé.
49. NICOLAS Fidèle, Ecole régionale d'Anécho.
50. NIKRABI DJACINI, Ecole régionale d'Atakpamé.
51. NYAVOH Antoine, Mission Catholique de Togoville.
52. REINHOLD Gabriel, Candidat libre.
53. SOGADZI Nicodémie, Mission Catholique de Togoville.
54. SONOKPON KODJOVI, Ecole régionale de Lomé.
55. TAGBOR Mathias, Mission Catholique de Lomé.
56. WETI Théophile, Mission Protestante de Palimé.

**ÉTAT des mouvements de la Navigation du Port de Lomé
pendant le mois de Décembre 1932**

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
302-Henry Stanley Pl. Harcourt-Hambourg	Anglais	3. 12. 32	3. 12. 32	2.188	40	37.997	101.846
303-Touareg Douala-Marseille	Français	4. 12. 32	4. 12. 32	3.122	74	0.040	78.959
304-Ft. Lamy Hambourg-Douala	—do—	5. 12. 32	8. 12. 32	3.117	44	1.640.043	0.012
305-Madonna Marseille-Douala	—do—	8. 12. 32	—do—	3.263	131	23.841	—
306-Deïdo Hambourg-Douala	Anglais	10. 12. 32	10. 12. 32	2.121	38	40.460	0.219
307-Muirton Pte. Noire-Marseille	Français	—do—	—do—	3.112	44	—	25.783
308-Tombouctou Marseille-Pte. Noire	—do—	—do—	11. 12. 32	3.262	44	402.711	26.637
309-Mary Slessor Liverpool-Opobo	Anglais	—do—	10. 12. 32	2.163	42	41.019	—
310-Asie Bordeaux-Matadi	Français	—do—	—do—	4.214	157	2.079	0.187
311-Muirton Keta-Marseille	—do—	11. 12. 32	11. 12. 32	3.112	44	—	25.731
312-Laguna Trieste-Pte. Noire	Italien	—do—	—do—	3.319	42	21.100	—
313-Robert Holt Hambourg-Kribi	Anglais	—do—	—do—	1.798	39	126.244	—
314-Wagege Lagos-Hambourg	Allemand	12. 12. 32	12. 12. 32	1.834	38	—	52.000
315-Cherca Lobito-Vénice	Italien	—do—	—do—	3.319	41	—	103.643
316-Brazza Matadi-Bordeaux	Français	14. 12. 32	14. 12. 32	6.086	142	—	38.484
317-Ft. Archambault Douala-Hambourg	—do—	16. 12. 32	16. 12. 32	3.288	44	—	357.686
318-Deïdo Lagos-Hambourg	Anglais	17. 12. 32	17. 12. 32	2.121	38	—	57.272
319-Lagosian Liverpool-Opobo	—do—	—do—	—do—	3.364	33	95.534	5.227
320-Cathlamet New-York-Opobo	Américain	18. 12. 32	18. 12. 32	3.635	34	168.476	—
321-Madonna Douala-Marseille	Français	19. 12. 32	19. 12. 32	3.263	131	0.526	54.225
322-St. Firmin Anvers-Douala	—do—	21. 12. 32	21. 12. 32	2.661	40	68.459	10.600
323-Hoggar Marseille-Douala	—do—	22. 12. 32	22. 12. 32	3.109	74	26.653	13.773
324-Amstelkerk Hambourg-Douala	Hollandais	—do—	—do—	2.347	59	74.247	—
325-Robert Holt Kribi-Hambourg	Anglais	26. 12. 32	26. 12. 32	1.798	39	0.313	—
326-Asie Matadi-Bordeaux	Français	—do—	—do—	4.214	157	—	25.555
327-Casamance Hambourg-Pte. Noire	—do—	27. 12. 32	en rade	3.453	46	2.135.270	—

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
328-Agnète Cardiff-Le Havre	Danois	28. 12. 32	en rade	854	19	—	sorti en 1933
329-Ft. Lamy Douala-Hambourg	Français	29. 12. 32	30. 12. 32	3.117	42	—	465.002
330-Amérique Bordeaux-Matadi	—do—	—do—	29. 12. 32	4.867	148	3.167	—
331-Nienburg Hambourg-Kogo	Allemand	30. 12. 32	30. 12. 32	2.537	45	1.506	188.814

Lomé, le 3 Janvier 1933.

Le Chef du Service des Douanes
GUÉNOT

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit des textes insérés dans la partie non officielle. »

AVIS

SOCIÉTÉ AGRICOLE ANECHO

Messieurs les actionnaires de la Société Agricole d'Anécho sont convoqués par celle-ci pour assemblée générale pour Lundi le 23 Janvier 1933 à 8 heures précises à Zébé dans la Salle de Tribunal.

ORDRE DU JOUR

- 1 — Nomination du nouveau Commissaire aux comptes, remplaçant M. DUMONT, administrateur-adjoint des colonies, rentré en France.
- 2 — Nomination des Administrateurs.
- 3 — Présentation de bilan arrêté de 31 Décembre 1932.
- 4 — Nomination du nouveau Secrétaire, remplaçant M. Romuald JOHNSON par l'objet d'une démission.
- 5 — Questions diverses.

Conseil d'Administration,
Le Président,